



La cyberadministration suisse, lettre d'information du 28 avril 2017

Mesdames, Messieurs,

La présente lettre d'information aborde les thèmes qui suivent :

- Le comité de pilotage décide d'allouer des ressources supplémentaires au vote électronique
- Le comité de planification a adopté les innovations 2017/2018
- Bref film concernant l'utilisation de la cyberadministration dans la vie quotidienne
- Vote électronique: les cantons approuvent un instrument de planification, le Conseil fédéral décide des prochaines étapes stratégiques
- Identité électronique: feu vert à la coentreprise de la Poste et des CFF
- Echanges de données de registres : solutions pour l'écriture uniforme des noms
- Géoinformation: Swisstopo remporte le prix de la numérisation, lier les géodonnées sémantiquement
- Association eCH: Avantages de la normalisation
- Cyberadministration au sein de la Confédération: succès de la première table ronde
- Unité de pilotage informatique de la Confédération : Pour une utilisation sûre de l'Internet des objets
- Canton d'Argovie: Le Conseil d'État adopte la stratégie OGD
- Canton de Berne: nouvelle stratégie de cyberadministration d'ici 2018
- Création d'un service national d'adresses pour les pouvoirs publics
- Vers une politique des données de la Confédération
- Allemagne : Activation automatique de la fonction e-ID sur la carte d'identité
- Manifestations à ne pas manquer

E-Government Suisse

Le comité de pilotage décide d'allouer des ressources supplémentaires au vote électronique

Lors de sa séance du 26 avril 2017, le comité de pilotage de la cyberadministration suisse a décidé d'allouer des ressources supplémentaires à la mise en place d'un canal électronique pour les votations et les élections. Un montant supplémentaire de 0,53 million de francs sera ainsi disponible dans le cadre du plan stratégique 2017.

Le comité de pilotage a en outre approuvé le rapport annuel 2016 de la direction opérationnelle.

Vous trouverez le plan stratégique sous www.egovernment.ch/plan-strategique et le rapport annuel sous www.egovernment.ch/rapportannuel.

Le comité de planification a adopté les innovations 2017/2018

Lors de sa séance du 14 mars 2017, le comité de planification de la cyberadministration suisse a approuvé trois demandes de projet dans le cadre des innovations 2017/2018. Il s'agit des projets «Ki-Tax – demandes électroniques dans le domaine de l'accueil extra-familial pour enfants» de la ville de Berne, «Gestion et archivage électronique de documents officiels en utilisant la Blockchain» du canton de Genève et « Termdat en Linked Data » des Archives fédérales suisses.

Vous trouverez de plus amples informations concernant les trois projets sous www.egovernment.ch/innovations-2017-2018.

Bref film concernant l'utilisation de la cyberadministration dans la vie quotidienne

Un bref film de la cyberadministration suisse illustre comment des prestations numériques peuvent être utilisées dans différentes circonstances de la vie et comment elles permettent de réduire le temps et l'effort pour effectuer des démarches administratives.

Vous trouverez le film sous www.egovernment.ch/vie-quotidienne.

Plan stratégique

Identité électronique: feu vert à la coentreprise de la Poste et des CFF

En février, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative à la loi fédérale sur les moyens d'identification électronique reconnus (loi e-ID), qui s'achèvera fin mai. La loi prévoit la certification des entreprises privées qui établissent des moyens d'identification électronique (e-ID) reconnus par l'État. Les CFF et la Poste souhaitent lancer un nouvel e-ID commun par l'intermédiaire de SwissSign, une filiale de la Poste. Les commissions de la concurrence de la Suisse et de l'UE ont maintenant donné leur feu vert à cette collaboration entre les deux entreprises.

Vous trouverez plus d'informations sur la coentreprise dans l'article du magazine [«Computerworld»](#) Les détails du projet stratégique sont disponibles sur www.egovernment.ch/e-identite, et les informations sur la procédure de consultation sur le site Internet de l'[Office fédéral de la Justice](#).

Vote électronique: les cantons approuvent un instrument de planification, le Conseil fédéral décide des prochaines étapes stratégiques



Lors de sa séance du 20 et 21 avril 2017, la Conférence suisse des chanceliers d'État a approuvé un instrument de planification permettant une accélération de l'extension du vote électronique. Outre ce nouvel instrument, la décision du Conseil fédéral pour la transition du vote électronique en phase d'exploitation ainsi que les moyens financiers additionnels attribués de la part d'E-Government Suisse constituent de bons prérequis pour la future diffusion du vote électronique.

Diverses activités pour l'introduction ou la réintroduction de la voie électronique en matière de votation se poursuivent auprès des cantons. Thurgovie a lancé un appel d'offre pour un tel système ; il se terminera le 10 mai. Les Grisons planifient une révision partielle de la loi concernant les droits politiques afin d'établir les bases légales nécessaires pour l'introduction du vote électronique comme troisième mode régulier d'élection et de votation.

Vous trouverez de plus amples informations sur www.egovernment.ch/vote-electronique et dans le [communiqué du Conseil fédéral](#).

Forum des responsables thématiques

Echanges de données de registres : solutions pour l'écriture uniforme des noms

Les noms étrangers ne peuvent pas toujours être saisis correctement dans les différents registres existant en Suisse. Un groupe de travail constitué de représentants de la Confédération, des cantons et des registres des habitants est en train de réaliser une étude préliminaire pour apporter une solution à ce problème. Une séance

de kick off a eu lieu le 31 janvier dernier à Soleure à ce sujet.

Vous trouverez de plus amples informations sur le [site Internet de l'Office fédéral de la statistique](#).

Géoinformation

- **Swisstopo remporte le prix de la numérisation** : La distinction «Swiss Digital Transformation Award» est décernée à des entreprises et des organisations qui ont réalisé d'importants progrès en matière de numérisation. Swisstopo s'est distingué grâce à la numérisation complète des cartes nationales à partir de l'échelle 1:10 000 et à la publication des données sur le portail [maps.geo.admin.ch](#) et a été récompensé dans la catégorie «Petites et moyennes organisations». Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué de swisstopo](#).
- **Service Linked Data**: lier les géodonnées sémantiquement: Le nouveau service Linked Data du géoportail de la Confédération permet de publier des géodonnées sous forme de données interconnectées. Actuellement, les données de swissBOUNDARIES3D (unités administratives) sont disponibles. Le service Linked Data utilise Internet pour relier entre elles certaines données. Ces données sont identifiées, réparties et connectées au moyen d'identifiants uniques (Uniform Resource Identifier, URI). Le modèle de description des ressources (Resource Description Framework, RDF) et les normes de base telles que SPARQL sont utilisés pour l'encodage des données et l'établissement des liens entre celles-ci. Ainsi, des interfaces de géodonnées sont disponibles pour la mise en œuvre de la norme eCH-0177: Modèle d'information pour le traitement des affaires dans une administration interconnectée en Suisse et de la norme eCH-0126: Administration interconnectée. Lien: www.geo.admin.ch/linkedata

Normalisation

Association eCH : déclarations sur l'utilité de normes de cyberadministration



«La compatibilité de nos solutions sur le marché est primordiale.» Dans cette vidéo (en allemand), Dirk Budke, Senior Solutions Consultant à UMB AG, explique pourquoi il a rejoint l'association eCH.

À l'occasion des «InfoSocietyDays», deux présentations ont montré les avantages qu'offre la collaboration au sein de l'association eCH. L'exposé de la commune de Horgen a mis en lumière l'utilité de la plateforme eCH-

BPM lors de la représentation de ses propres processus. La présentation de l'entreprise Sopra Steria a montré comment les normes facilitent le traitement des affaires à l'Office des migrations du canton de Zurich. Les

présentations peuvent être consultées sur le [site du forum de la cyberadministration suisse](#).

Vous trouverez d'autres informations sur l'association eCH à l'adresse www.ech.ch.

Nouvelles de la Confédération, des cantons et des communes

Cyberadministration au sein de la Confédération : succès de la première table ronde

Le 16 mars, 35 spécialistes de la cyberadministration travaillant à la Confédération se sont réunis à l'occasion de la première table ronde portant sur ce sujet, à l'invitation de Dieter Tschan, coordinateur fédéral de la cyberadministration. Lors de la séance de l'après-midi, les participants ont présenté leurs projets actuels et les enjeux auxquels ils doivent faire face en matière de cyberadministration. Le Secrétariat d'État à l'économie a ensuite détaillé l'état d'avancement du projet stratégique «Guichet unique pour les entreprises».

Vous trouverez plus d'informations à propos de ce projet stratégique sur www.egov.ch/guichet-economie.

Unité de pilotage informatique de la Confédération : Pour une utilisation sûre de l'Internet des objets

Le 24e rapport semestriel de la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI), publié le 20 avril, porte sur les principaux cyberincidents observés au cours du second semestre 2016 en Suisse et sur le plan international. Le thème prioritaire du rapport est l'Internet des objets.

Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué de l'UPIIC](#).

Canton d'Argovie

- **Le Conseil d'État adopte la stratégie OGD** : Début avril, le Conseil d'État et les associations professionnelles des employés des communes d'Argovie ont adopté la stratégie en matière de libre accès aux données publiques (Open Government Data, OGD). Le canton d'Argovie a ainsi créé la base nécessaire à la publication sur la plateforme opendata.swiss de données administratives publiques en libre accès. Des informations complémentaires figurent sur le [site de la cyberadministration du canton d'Argovie](#).
- **eDéménagement en Argovie** : Le 5 avril 2017, environ 150 collaborateurs de communes argoviennes ont participé à une manifestation autour du projet eDéménagement mené par le canton. En Argovie, les communes mettront en place la solution du réseau eDéménagement Suisse le 1er juillet 2017. La présentation de la manifestation est disponible sur le [site de la cyberadministration du canton d'Argovie](#).

Canton de Berne : nouvelle stratégie de cyberadministration d'ici 2018

Le Conseil-exécutif du canton de Berne a décidé fin mars de remanier la stratégie de cyberadministration de 2002 d'ici 2018. La coopération entre le canton et les communes en matière de cyberadministration sera également analysée à cette occasion. Le Conseil-exécutif soutiendrait une institutionnalisation de cette coopération, à condition que les communes soient prêtes à prendre part au projet.

Vous trouverez de plus amples informations dans [l'article du magazine inside-it](#).

La cyberadministration en politique

Création d'un service national d'adresses pour les pouvoirs publics

Les administrations de la Confédération, des cantons et des communes pourront à l'avenir accéder à une banque de données centrale où seront enregistrées les adresses de tous les habitants de la Suisse. Ce service devrait simplifier les processus administratifs et permettre aux autorités de remplir leurs tâches plus efficacement. Il profitera également aux citoyens du pays. Le Département fédéral de justice et police va élaborer un avant-projet de loi d'ici à fin août 2018. La réglementation devra tenir compte des exigences de la protection des données et de la sécurité de l'information.

Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué du Conseil fédéral](#).

Vers une politique des données de la Confédération

La Suisse doit disposer d'une base légale cohérente concernant les données et leur gestion. Elle doit aussi se positionner comme un lieu attractif pour la création de valeur au moyen des données. Lors de sa séance du 22 mars 2017, le Conseil fédéral a donc défini des objectifs prioritaires et chargé l'administration fédérale de poser les premiers jalons d'une politique des données. Il constate également que les données constituent la matière première d'une économie et d'une société numériques. Des bases de données appropriées doivent donc être disponibles pour une réutilisation. Le développement d'une politique des données fait partie intégrante de la

Stratégie « Suisse numérique » adoptée par le Conseil fédéral en avril 2016.
Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué du Conseil fédéral](#).

International

Allemagne

- **Activation automatique de la fonction e-ID sur la carte d'identité** : Le gouvernement fédéral allemand souhaite activer automatiquement la fonction d'identité électronique (e-ID), qui n'était jusqu'ici activée que sur demande. C'est ce que prévoit le projet de loi relatif à la promotion des pièces d'identité électroniques. Cette modification doit contribuer à augmenter l'utilisation de la fonction e-ID et à réduire la charge de travail des autorités chargées de l'établissement des pièces d'identité. Des informations complémentaires sont disponibles dans [l'article de de l'eGovernment Computing](#).
 - **Débat autour de la loi d'accompagnement sur le portail collectif** : En Allemagne, l'État fédéral et les Länder ont convenu fin 2016 d'associer leurs portails administratifs en un seul portail collectif. Une loi d'accompagnement sur le portail collectif (Onlinezugangverbesserungsgesetz) devrait obliger l'État fédéral, les Länder et les communes à mettre en ligne, dans un délai de cinq ans, toutes les prestations administratives appropriées en droit et en fait, et à rendre celles-ci accessibles sur un portail commun à l'État et aux Länder. La loi a été rejetée par le Conseil fédéral allemand. Les communes voient elles aussi ce projet d'un œil critique et recommandent une solution décentralisée.
-

Manifestations à ne pas manquer

Séminaire de l'informatique juridique de Macolin

Le 17e séminaire de l'informatique juridique aura lieu les 22 et 23 mai 2017 dans l'aula de la Haute école fédérale de sport de Macolin (HEFSM). Les thèmes suivants seront notamment abordés: la norme e-LP, la problématique du jeu de caractères, le nouveau Zefix, la technologie blockchain, la loi e-ID et e-Justice en Italie et en Suisse. La 32e Assemblée générale ordinaire de l'association eJustice.CH aura également lieu à l'occasion de ce séminaire.

Inscrivez-vous au séminaire sur le [site de l'Office fédéral de la justice](#). Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur: www.semuniur.ch.

Agenda


- 5 mai 2017, [6e Symposium romand eGovernment](#), Fribourg
 - 30 mai 2017, [Swiss Internet Governance Forum](#), Berne
 - 31 mai 2017, [Forum Swissdec 2017](#), Berne
 - 23 juin 2017, [eGov Fokus](#), Berne
 - 13 novembre 2017, [Symposium national eGovernment](#), Berne
 - 20 novembre 2017, [Conférence « Suisse numérique »](#), Bienne
 - 21 novembre 2017, [National Digital Day](#), manifestations en toute la Suisse
-

Direction opérationnelle E-Government Suisse

Unité de pilotage informatique de la Confédération UPIC, Schwarztorstrasse 59, CH-3003 Berne
info@egovernment.ch, www.egovernment.ch, Tél. +41 (0)31 324 79 21, Fax. +41 (0)31 322 45 66

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

 CONFÉDÉRATION DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX
CONFEDERAZIUN DEI GOVERN CANTONALS
CONFEDERAZIUN DEI GOVERN CANTONALS

 Schweizerischer Städteverband
Union des villes suisses
Unione delle città svizzere

 Schweizerischer Gemeindeverband
Association des Communes Suisses
Associazione dei Comuni Svizzeri
Asociación de las Poblaciones Suizas